

**PROCES-VERBAL DE LA RÉUNION
DE CONSEIL MUNICIPAL
Du 13 AVRIL 2010
A 18H**

Convocation du 07 avril 2010

Etaient présents:

M. Alain LONGUENT, Maire.

MM. Laurent JACQUES, Jean-Jacques LOUVEL, Michel BILON, Mme Florence LAVOINE, M. Régis BOULENGER, Mmes Anne-Marie TRÉPÉ, Nadine PISKADLO, Adjoints.

M. Philippe VERMEERSCH, Mme Carmen BILON, M. Jean VENEL, Mmes Arlette EL-AMRI, Chantal MOREL, MM Marc LAVOINE, Philippe POUSSIER, Mme Christine LAVACRY, Conseillers Délégués.

Mmes Nathalie VASSEUR, Honora GUÉNARD, M. Philippe CUVELIER, Mmes Françoise LORPHELIN, Roselyne ROUSSEL, M. Jean-Marie BYHET, Mme Thérèse LASNEL, Conseillers Municipaux.

Absents donnant procuration :

M. Benjamin COMTESSE, Conseiller Municipal qui a donné procuration à M. Michel BILON.

M. Jacky MOREL, Conseiller Municipal qui a donné procuration à Mme Anne-Marie TRÉPÉ.

Mme Frédérique CHERUBIN, Conseillère Municipale qui a donné procuration à M. Jean-Jacques LOUVEL.

M. Yann-Gaël DUPUY, Conseiller Municipal qui a donné procuration à M. Marc LAVOINE

Absente excusée:

Mme Marguerite PASIN, Adjointe.

M. Le Maire a souhaité la bienvenue aux membres du Conseil Municipal et a nommé Mme Honora GUÉNARD, secrétaire.

Le procès verbal de la dernière réunion de conseil en date du 03 mars 2010 est approuvé à l'unanimité par les membres présents.

Avant de passer à l'ordre du jour, M. Le Maire fait la déclaration suivante

Texte de Monsieur Le Maire :

« Mes chers collègues,

La réunion de ce soir a pour principal objectif le vote de nos budgets primitifs. Un budget serré et difficile que nous avons examiné lors de nos différentes séances de travail en commissions finances et plénière, après avoir enregistré et fait des choix sur la base des propositions de nos différentes commissions, mais aussi en reprenant des opérations programmées dans le cadre des reports et des dossiers à cheval sur 2009 et 2010. Je veux parler du terrain de BMX, de l'aire des gens du voyage, de l'ancienne mairie, de l'aire de camping-cars.

Des travaux nouveaux sont également programmés avec la voirie rue de la Digue, rue Mitterrand, rue de Penthièvre et, peut-être, route d'Etalondes.

Il est clair que compte tenu de l'importance des investissements réalisés au cours des dernières années, nous allons devoir ralentir le mouvement, d'autant que compte tenu de la réforme des collectivités territoriales, nous ne savons pas de quoi demain sera fait et quelles seront nos ressources.

Auparavant, en augmentant les impôts de 1 % nous aurions perçu environ 80 000 euros supplémentaires. Aujourd'hui nous n'en aurions que 21 000, soit quatre fois moins.

D'autre part, les transferts de compétences et de charges aux Département et Région plombent leurs budgets et c'est l'aide apportée à nos communes qui s'en ressent. A titre indicatif, en 2008 le budget voirie du Département était de 120 millions d'euros. En 2010 il ne sera que de 40 millions.

Nous venons d'obtenir l'autorisation du Département d'engager les travaux rue de la Digue, mais d'ores et déjà nous savons qu'il nous faudra faire l'avance de trésorerie et que la subvention ne sera versée qu'en 2011. Ces travaux étaient indispensables pour permettre le passage des canalisations dans le cadre de la nouvelle station d'épuration.

Je le disais, nous subissons les transferts de charges et de compétences, mais les moyens de les financer ne suivent pas. Nous ne savons pas de quoi demain sera fait. En conséquence, nous sommes encouragés à la plus grande vigilance.

A la limitation des investissements nous allons devoir ajouter une rigueur sans faille à nos dépenses de fonctionnement et réaliser 10 % d'économies par rapport à 2009. Car nous ne pouvons dans un contexte économique et social difficile ajouter une augmentation de la pression fiscale à nos habitants, à nos familles déjà gravement touchées par le chômage et la perte du pouvoir d'achat, mais aussi pour les retraités qui voient leurs pensions se réduire un peu plus chaque année. Le taux de chômage en Vallée de la Bresle est passé de 9,1 % en 2008 à 11,5 % en 2009. Les suppressions d'emplois se poursuivent : 23 chez Techni-Bureau; 20 chez Sandec; 9 chez Gouet; 47 aux Verreries de la Somme. Même si on nous annonce certaines embellies, elles ne se ressentent pas sur l'emploi. Et cela ne va pas s'arranger : si nos collectivités ont moins de moyens, cela va avoir des incidences dans les entreprises de BTP.

La vigilance et aussi la mobilisation sont donc de mise. Les négociations sur la réforme du régime des retraites se sont ouvertes hier. Nos gouvernants n'envisagent comme seule possibilité que le recul de l'âge de la retraite. Ils ne tiennent pas compte des cadeaux accordés aux entreprises, tout spécialement aux plus grandes, à celles du CAC 40. Aujourd'hui, les entreprises de moins de 200 salariés paient plus que celles de plus de 2 000 employés. Les premières peuvent être taxées jusqu'à 70

% alors que les charges ne sont que de 8 % pour les entreprises du CAC 40. Ce sont elles qui devraient être les plus gros contribuables et dans la réalité c'est le contraire qui se passe. Et ce sont elles encore qui vont bénéficier le plus de la suppression de la taxe professionnelle. Les petites entreprises et les petits commerces n'en profiteront que peu. Sachez à titre indicatif que l'an dernier, le montant de la taxe professionnelle versée par l'ensemble des commerces Tréportais ne s'élevait qu'à 51 000 euros.

Dans ce contexte j'espère un large rassemblement pour le 1^{er} mai au Tréport, un 1^{er} mai que je souhaite de tout cœur unitaire. Nous devons être attentifs aux besoins qui préoccupent nos populations. Les familles, même celles où on a du travail, sont en difficulté. Chacun le sait : avec le SMIC on a bien du mal à joindre les deux bouts. »

COURRIERS RECUS :

- **Courrier de M. Franck MICHAUX de l'association Silverball.**

Au nom de tous les membres de l'association Silverball, M. Franck MICHAUX remercie la municipalité d'avoir bien voulu leur allouer gracieusement la salle Reggiani permettant ainsi un déroulement de leur 4^{ème} salon dans les meilleures conditions.

- Remerciement de Mme Anne-Marie TRÉPÉ particulièrement touchée par les témoignages d'amitié et de soutien que la municipalité du Tréport lui a manifestés ainsi qu'à sa famille lors du décès de son époux.

- Un courrier de M. Michel BARRIER, Vice-président du Département qui souhaite nous donner des informations sur l'évolution du dossier de la Poste.

Changement de statut de la poste, sa transformation en société anonyme effective au 1^{er} mars, malgré l'opposition unanime des organisations syndicales une magnifique votation citoyenne nationale, précise que cette question mérite débat et propose qu'ensemble nous allions rencontrer des élus et les populations pour qu'ils expriment leurs besoins en matière postale ainsi que leurs points de vue quant au statut de la Poste.

ORDRE DU JOUR

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

M. Le Maire rend compte de l'exercice de la délégation que le Conseil Municipal lui a accordé, conformément aux dispositions de l'article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des collectivités Territoriales. Notamment pour la signature des Marchés A Procédure Adaptée.

Insertion du tableau.

BUDGETS PRIMITIFS 2010

Les budgets vous ont été présentés à la commission plénière du 12 avril 2010.

BUDGET: VILLE

Lecture est faite par M. Le Maire, est adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

BUDGET : CAMPING MUNICIPAL

Lecture est faite par M. Philippe POUSSIER, est adopté à l'unanimité par le Conseil Municipal.

BUDGET : ASSAINISSEMENT/ PARC DE STATIONNEMENT

Lecture est faite par M. Laurent JACQUES et ces 2 budgets sont adoptés à l'unanimité par le Conseil Municipal.

BUDGET : ZAC LES TERRASSES/ ZA SAINTE CROIX/ LOTISSEMENT ROUTE D'ÉTALONDES

Lecture est donnée par M. Le Maire et ces 3 budgets sont adoptés également à l'unanimité.

DELIBERATION FISCALE

Après avoir entendu les explications de M. Le Maire, **le Conseil Municipal vote à l'unanimité la reconduction des taux de 2009 pour l'année 2010**, à savoir :

- **9,00% pour la taxe d'habitation,**
- **23,50% pour le foncier bâti,**
- **31,95% pour le foncier non bâti.**

FISCALISATION DES CONTRIBUTIONS COMMUNALES SYNDICAT DE DEFENSE CONTRE LA MER

M. Le Maire informe le Conseil Municipal que le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DEFENSE CONTRE LA MER MERS LES BAINS/ LE TREPORT envisage d'opter pour la fiscalisation des participations communales au budget. Jusqu'à lors la participation communale de la ville du Tréport était inscrite en dépense sur le budget communal.

M. Le Maire demande au Conseil Municipal, à partir de cette année, de retenir la fiscalisation pour le recouvrement des contributions communales du Syndicat Intercommunal de « Défense contre le Mer ».

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Philippe POUSSIER demande que la fiscalisation de la participation communale soit expliquée au redevable par le biais du bulletin municipal.

MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRESLE- MARITIME – ARTICLE 3

M. Le Maire expose que le Conseil Communautaire en date du 18 février 2010 a délibéré sur une modification de l'article 3 de ses statuts dans les termes suivants : ***le siège social de la Communauté de Communes Bresle-Maritime est fixé en ses locaux administratifs situés 12 avenue Jacques Anquetil à EU.***

Le Conseil Municipal adopte cette modification, à l'unanimité.

MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRESLE-MARITIME – SUPPRESSION DE L'ARTICLE 10 RELATIF A LA PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE OU FONCIERE

M. Le Maire expose que le Conseil Communautaire en date du 18 février 2010 a délibéré sur la suppression de l'article 10 de ses statuts dans les termes suivants : *l'article 10 des statuts de la Communauté de Communes relatif à la péréquation de la taxe professionnelle ou de la taxe foncière indique : en cas de délocalisation d'entreprises des communes de la Communauté de Communes sur la zone communautaire, une péréquation de taxe professionnelle et de la taxe foncière sur les propriétés bâties sera mise en place. Les modalités de cette péréquation seront établies par le Conseil Communautaire. Cette disposition pourra être appliquée par convention aux communes extérieures à la Communauté qui participeraient au financement de l'investissement suivant des modalités à établir.*

M. Jean-Jacques LOUVEL précise sa position par rapport à cette modification de statut, rappelle que la Zone Industrielle de Gros Jacques a vocation à attirer des entreprises extérieures. Les élus n'ont pas à favoriser l'implantation d'entreprises de leur commune sur la Zone de Gros Jacques, regrette qu'il n'y ait pas eu de discussions ni de compromis entre les communes au préalable, souhaite que cette information soit remontée à la Communauté de Communes de Bresle-Maritime.

Le Conseil Municipal adopte cette modification, à l'unanimité.

CONVENTION ACCUEIL DE LOISIRS CALAMEL

M. Jean-Jacques LOUVEL donne lecture de 3 conventions relatives aux activités de l'accueil de loisirs « CALAMEL » :

La première : **Le domaine « LES ROCHES » pour l'hébergement de 18 personnes durant un séjour du lundi 26 juillet au jeudi 29 juillet 2010, pour un montant de 1 606,50€**

La deuxième : une convention avec l'association « SENSATION LARGE » pour :

- 4 stages de 5 jours pour 8 enfants,
- 6 découvertes d'une heure trente en caravelle pour 6 enfants,
- 1 adhésion groupe
- 32 licences

Pour un montant de **2 900,00€**

La troisième convention signée avec la **Mairie de Mers les Bains pour la fréquentation de la piscine municipale de Mers Les Bains** par nos centres de loisirs communaux.

Les tarifs appliqués seront les suivants :

- **Tarifs individuels moins de 12 ans : 1,55€**
- **Tarifs individuels plus de 12 ans : 3,05€**
- **Tarifs abonnement par 10 entrées :**
 - **moins de 12 ans : 13,25€**
 - **plus de 12 ans : 24,50€**

Le Conseil Municipal adopte ces conventions, à l'unanimité.

JURY D'EXAMEN ECOLE DE MUSIQUE

M. Jean VENEL demande au Conseil Municipal de porter à **54,00€ l'indemnisation des jurés d'examens extérieurs à l'école de musique et ce, par discipline jugée, pour l'année 2010.**

CONTRAT DE LOCATION M. MEICHELBECK FRANCIS ET MME DUCOIN VERONIQUE

Suite à la cession des parcelles AL 164 et AL 161 du SMERABL à la commune du Tréport,

Considérant l'existence d'une maison d'habitation sur ces dites parcelles, occupée par M. MEICHELBECK Francis et Mme DUCOIN Véronique,

Il s'agit de **signer un nouveau contrat de location entre la ville du Tréport et M. Francis MEICHELBECK et Mme DUCOIN Véronique, à compter du 1^{er} janvier 2010,**

Après l'exposé de Mme Florence LAVOINE, le **Conseil Municipal accepte cette proposition et décide de louer ce logement pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer annuel de 5 449,72€ révisé en fonction de l'indice du coût des loyers.**

Proposition acceptée, à l'unanimité, par le Conseil Municipal.

LOCATION DE BOX AU PARKING SOUTERRAIN LOUIS ARAGON

M. Laurent JACQUES rappelle que la commune possède 19 box dans le parking Louis Aragon ; précédemment loués au tarif de 600,00€ par an, ils se sont tous libérés, propose de les louer aux tarifs suivants :

- 450,00€ pour l'année,
- 250,00€ pour 5 mois (mai à septembre)

La location ne pourra être consentie pour une durée inférieure à 5 mois.

Propose également de louer le local d'une superficie de 20m² à l'intérieur du parking au tarif de 50,00€ par mois.

Selon les modalités fixées dans les conventions de location

Tarifs révisables en fonction de l'indice de coût des loyers.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- FIXE :

→ **Le tarif de location de ces box à :**

- 450,00€ pour l'année,
- 250,00€ pour 5 mois (mai à septembre)

→ **Le tarif de la location du local à 50,00€ par mois.**

- **APPROUVE** les projets de convention de location présentés,

- **AUTORISE** M. Le Maire à les signer, ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

La proposition de location de box est approuvée, à l'unanimité, par le Conseil Municipal.

CONTRAT D'ENTRETIEN ET ASSISTANCE TELEPHONIQUE AIRE SERVICE – BORNE AIRE DE SERVICES CAMPING-CARS LES TERRASSES

M. Laurent JACQUES expose que l'aire de services camping-cars Terrasses dispose d'une borne installée depuis le printemps 2009, demande au Conseil Municipal d'autoriser

M. Le Maire à signer le contrat d'entretien et assistance téléphonique avec la société Aire Services pour la borne aire de services camping-cars Terrasses.

Ce contrat sera signé pour 3 ans pour un coût total TTC de 3 189,73€

Le Conseil Municipal autorise M. Le Maire à signer ce contrat, à l'unanimité.

SURVEILLANCE DE LA PLAGE - CONVENTION VILLE /SDIS- SAISON 2010

Mme Anne-Marie TRÉPÉ expose que la commune du Tréport attribue depuis plusieurs années la surveillance des plages au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime, demande au Conseil Municipal d'autoriser M. Le Maire à **signer la convention relative à la surveillance des plages pour la saison 2010 avec les Sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime pour une période du 3 juillet au 29 août 2010 soit 58 jours pour une somme estimée à 25 000,00€**

Le Conseil Municipal adopte cette convention à l'unanimité.

CAMPING MUNICIPAL CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN BARNUM APPARTENANT A L'AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS

Dans le cadre des animations organisées au sein du Camping Municipal « les Boucaniers », M. Philippe POUSSIER demande au Conseil Municipal d'autoriser M. Le Maire à **signer la convention de location d'un barnum avec l'amicale des Sapeurs-pompiers pour un montant de 1 500,00€**

ACQUISITION D'UNE BALAYEUSE AVEC REPRISE DE L'ANCIEN MATERIEL

M. Laurent JACQUES expose qu'une consultation par appel d'offres ouvert a été lancée afin de pourvoir au remplacement de 2 balayeuses utilisées par les services de la voirie pour assurer le nettoyage de la ville.

Ces 2 véhicules avaient été achetés :

- En février 2002, pour la SEMAT Panoramic 4000
- En novembre 2004, pour la SEMAT VS 500 Renault Midlum

Considérant l'avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 1^{er} mars 2010, M. Laurent JACQUES demande au Conseil Municipal d'accepter l'acquisition d'une balayeuse Mercurys avec reprise des 2 anciennes pour un montant HT de 125 721,78€ pour l'acquisition et de 16 722,41 et 4 180,70€ HT pour les reprises. Précise que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2010 en section d'investissement.

Le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, l'acquisition de cette balayeuse.

REVISION TRIENNALE DES BAUX MAGASINS QUAI FRANCOIS 1^{ER}

La commune du Tréport dispose de 21 boutiques, quai François 1^{er}, Mme Anne-Marie TRÉPÉ demande la révision triennale des baux des magasins quai François 1^{er} à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le Conseil Municipal adopte cette révision, à l'unanimité.

LOCATION EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES QUAI FRANCOIS 1^{ER}

La commune du Tréport dispose de vitrines pour publicité quai François 1^{er}, ces emplacements ayant été restitués successivement par les différents locataires, Mme Anne-Marie TRÉPÉ propose au Conseil Municipal de revoir le prix de la location des emplacements publicitaires à la baisse et propose donc de le fixer à 500,00€ le m².

Cette location fera l'objet d'une convention signée entre la ville et l'intéressé.

Le prix de la location sera indexé sur l'indice du prix de la construction publié par l'INSEE.

Cette proposition est adoptée, à l'unanimité, par le Conseil Municipal.

PERSONNEL COMMUNAL – PRIME DE SERVICE EDUCATEUR JEUNES ENFANTS

Dans le cadre du régime indemnitaire alloué au personnel communal, **M. Le Maire demande à l'assemblée délibérante de prendre une délibération pour octroyer la prime de service aux Éducateurs Jeunes Enfants**, précise que le régime indemnitaire sera alloué à compter du 11 mars 2010 aux agents titulaires et stagiaires, que le versement de cette prime de service sera effectué mensuellement, que l'attribution de la prime de service fera l'objet d'un arrêté individuel.

Le Conseil Municipal adopte le versement de cette prime, à l'unanimité.

DROIT D'INITIATIVE/QUESTIONS DIVERSES

➤ Mme Carmen BILON en tant que membre de la commission communication de la Communauté de Communes **Bresle-Maritime** souhaiterait que les élus reçoivent les comptes-rendus des réunions du Conseil Communautaire.

M. Le Maire se charge de contacter M. NOTEBAERT, Directeur de la Communauté de Communes pour que les comptes-rendus soient adressés à M. Didier POLIDOR en mairie du Tréport qui se chargera de rédiger une synthèse pour les élus tréportais.